

Journal of Rural and Community Development

Éditorial

Innovation socio-territoriale et modèles innovateurs de développement : le défi de la justice sociale et environnementale

Authors: Marco Alberio & Juan-Luis Klein

Citation:

Alberio, M., & Klein, J.-L.(2022). Éditorial. Innovation socio-territoriale et modèles innovateurs de développement : le défi de la justice sociale et environnementale. *The Journal of Rural and Community Development*, 17(2), i–viii.



Publisher:

Rural Development Institute, Brandon University.

Editor:

Dr. Doug Ramsey

Open Access Policy:

This journal provides open access to all of its content on the principle that making research freely available to the public supports a greater global exchange of knowledge. Such access is associated with increased readership and increased citation of an author's work.



Éditorial

Innovation socio-territoriale et modèles innovateurs de développement : le défi de la justice sociale et environnementale

Marco Alberio

Alma Mater Studiorum Università di Bologna

Bologne, Italie

Université du Québec à Rimouski

Rimouski, Canada

Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires

marco.alberio2@unibo.it

Juan-Luis Klein¹

Université du Québec à Montréal

Montréal, Canada

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

klein.juan-luis@uqam.ca

La justice sociale et la justice environnementale évoluent comme des enjeux fortement interreliés, voire unifiés, à travers un processus encore en cours, du moins en ce qui concerne la recherche et l'analyse (Svampa, 2020; Van den Broeck, 2020). Cette convergence entre justice sociale et justice environnementale se manifeste tant dans les volets politique, social, économique, qu'environnemental de la réflexion et de l'action en développement territorial.

Transformations socio-environnementales et modèles d'action

Différentes approches théoriques mettent en lumière la nature de cette convergence. En premier lieu se place celle de l'analyse des transformations sociales, politiques et environnementales en cours. Cette approche comprend les changements climatiques et globaux comme un produit des transformations multidimensionnelles que la Terre a subies à cause de l'activité humaine, dans un contexte que Moore définit comme celui du « Capitalocene ». « *The Capitalocene does not stand for capitalism as an economic and social system. It is not a radical inflection of Green Arithmetic. Rather, the Capitalocene signifies capitalism as a way of organizing nature—as a multispecies, situated, capitalist world-ecology* » (Moore 2016: 6, cité dans Alberio & Soubirou, 2022). Moore souligne ici que le modèle de développement dominant repose sur un lien entre environnement et société qui n'est pas toujours explicite. Dans cette interaction entre environnement et communautés humaines, l'influence est réciproque et multiple : le développement par le capitalisme dans les pays du Nord a fortement affecté la nature, qui, à son tour, a

¹ Les auteurs tiennent à remercier Matthieu Roy, agent de recherche à l'Université du Québec à Montréal, pour son soutien à la production de ce numéro spécial et pour le travail de coordination avec les auteurs qu'il a assumé tout au long du processus.

affecté les individus et les groupes sociaux, avec des différences selon les contextes et les profils. Autrement dit, les transformations environnementales ont contribué au renforcement des inégalités et des vulnérabilités de certains individus et groupes dans la mesure où les effets de ces transformations sur les systèmes et sur la capacité des groupes et individus à y faire face varient selon les contextes sociaux, économiques et géographiques. Or, les enjeux caractérisant les collectivités affectées par diverses formes de vulnérabilité sociale et environnementale tendent à s'unifier (Ford & Smit, 2004) et convergent vers une aspiration commune à une plus grande justice sociale et environnementale. Cette convergence interpelle l'ensemble des disciplines scientifiques (Lefèvre, 2020) et demande une révision des approches épistémologiques et théoriques.

Pour faire face auxdits enjeux sociaux et environnementaux, qui sont à la fois globaux et locaux, dans un contexte où les niveaux de cohésion sociale et de bien-être d'autrefois semblent s'effriter dans les sociétés occidentales, et où les effets des changements climatiques mettent encore plus en tension les systèmes sociaux, cet appel à la révision devra s'appuyer sur l'articulation de nouveaux modèles d'action en développement des territoires (Klein & Pecqueur, 2020). Les stratégies qui ont traditionnellement cherché à intensifier la compétitivité économique des communautés locales dans un marché sectorialisé et déterritorialisé, régulé à l'échelle globale, doivent être revues, modifiées et remplacées par des modalités d'action qui favorisent le développement intégré des territoires, en les considérant comme des milieux de vie et non pas comme des réceptacles de ressources à valoriser sur le plan uniquement productif (Glon & Pecqueur, 2016). L'approche extractiviste qui présidait aux modèles de développement territorial appliqués d'abord sous le fordisme et, ensuite, en réponse à la crise du fordisme, doit être remplacée par une approche qui favorise une transition sociétale et écologique plus juste, c'est-à-dire respectueuse à la fois des droits des citoyens et de la nature. Ainsi, il faut privilégier l'expérimentation de nouvelles perspectives favorisant, d'une part, le développement de l'ensemble des dimensions qui participent de la qualité de vie des citoyens, incluant les ressources tangibles (physiques, patrimoniales, humaines, etc.) et intangibles (culture, savoirs, identités, etc.) et favorisant, d'autre part, la participation de l'ensemble des acteurs sociaux, incluant les citoyens.

Territoires et connaissances

Les approches à mettre en œuvre doivent émerger de la reconnaissance des ressources intrinsèques aux territoires à activer par des stratégies appropriées de leadership partagé et de gouvernance inclusive (Colletis & Pecqueur, 2018). L'application de modèles homogénéisateurs ne peut pas répondre à ce besoin, ce qui appelle à l'élaboration de stratégies générées à partir de la pratique même des acteurs dans les territoires, à partir d'expérimentations locales et d'une diffusion ascendante, fonctionnant par percolation, favorisée par le croisement de savoirs issus de ces expérimentations. Dans cette perspective, le rôle du savoir et de la connaissance devient stratégique.

Les milieux de pratique (acteurs socio-économiques), les instances de recherche (universités, centres, équipes) et les milieux gouvernementaux (nationaux, régionaux, municipaux) se doivent de prendre acte du rôle des savoirs et de la connaissance dans le développement des territoires et de mettre ainsi en œuvre des formes de collaboration orientées vers l'expérimentation et l'innovation socio-

territoriale. Des changements de paradigme doivent parallèlement favoriser des approches partenariales de recherche impliquant des méthodes performatives (Gibson & Graham, 2008), qui visent à rendre visibles toutes les options, à les mettre en œuvre et à mobiliser l'ensemble des parties prenantes afin de les tester et de les mettre en opération.

Reconnaissance et justice

L'approche de la justice sociale et environnementale posée dans une perspective territoriale soulève l'enjeu de l'interrelation entre les échelles de développement. Le développement des territoires ne peut pas être que local. Mais les expérimentations ayant pour objectif de générer des dynamiques de développement mobilisant les acteurs locaux ont davantage à être générées par des actions collectives locales, ce qui place le développement dans l'univers des mouvements sociaux. Dans cette optique, des répertoires d'actions territorialisées infranationales s'ajoutent aux perspectives axées sur l'échelle nationale et l'échelle globale, comme autant de moyens favorisant la redistribution, la reconnaissance et la participation (Fraser, 2011).

Cela implique de favoriser la reconnaissance du droit au territoire et du droit à aspirer à un milieu de vie qui corresponde le plus possible aux besoins, mais aussi aux aspirations, aux profils et aux capacités des groupes qui vivent dans ces territoires. Habiter un territoire, par exemple un milieu rural et éloigné, ne devrait pas mener à la renonciation des aspirations au *buen vivir* propres à la condition citoyenne (Santos, 2016; Fontan & Klein, 2020). L'adaptation aux logiques imposées aux communautés par des pouvoirs exogènes ne peut plus être une stratégie acceptable dans une perspective de lutte pour une justice sociale et environnementale (Alberio, 2016). Il est donc important de reconnaître au citoyen le droit de participer de plain-pied à l'ensemble de la vie sociale, indépendamment du type de territoire qu'il habite. L'accès au travail et aux services doit se jumeler à la capacité d'agir dans le but d'avoir une participation effective à la définition de l'avenir des communautés ancrées dans les territoires, et ce dans un contexte d'imprévisibilité accentuée par des contingences sanitaires et géopolitiques, et par la crise climatique. L'alimentation, l'habitation, les services aux personnes, la mobilité, les identités culturelles, l'univers du travail sont soumis à des pressions globales, accentuées par des modèles d'inspiration néolibérale, qui fragilisent l'avenir des collectivités. Des expérimentations qui visent la reterritorialisation des principaux domaines économiques et des services visant à mettre davantage les citoyens et leurs aspirations au centre de leurs objectifs sont nécessaires. C'est de cette mouvance que témoignent les contributions incluses dans ce numéro. Le thème de la justice sociale et environnementale, nous le verrons, y devient ainsi une clé de lecture pour la compréhension des initiatives, portées par différents acteurs, et aussi, un vecteur potentiel d'innovation et de transformation sociale.

Les articles de ce numéro

Ce numéro spécial du *Journal du développement rural et communautaire* (Journal of Rural and Community Development [JRCD]) vise à traiter le thème de la justice sociale et environnementale en lien avec la question des modèles de développement territorial, en partant d'une perspective qui se veut interdisciplinaire (sociologie, géographie, économie régionale, aménagement des territoires, etc.) et à partir d'un

regard qui croise différents pays (Canada/Québec, Colombie, France et Italie). Les articles ont été rédigés en anglais et en français.

Le numéro ouvre avec un texte d'*Alberio et Klein* qui propose une brève genèse des modèles de développement territorial. Le texte souligne la nécessité de dépasser les modèles s'appuyant sur la centralité et la polarité et tendant à hiérarchiser les territoires en fonction de leur valeur économique ou politique. Ces modèles sont aujourd'hui incapables de répondre aux principaux problèmes auxquels sont confrontés les territoires hors métropole, ce qui pousse les praticiens et les chercheurs à expérimenter de nouveaux modèles de développement territorial. L'hypothèse soutenue par ce texte, qui mobilise différentes composantes d'un nouveau modèle de développement territorial (réflexivité, action collective, collaboration, hybridation, etc.), est documentée par deux études de cas de recherche partenariale en milieu rural québécois.

Le deuxième article présenté dans ce numéro spécial est écrit par *Vigné, Senil et Landel*. Les auteurs partent du constat que, dans un contexte de crise majeure, la notion de transition écologique doit remplacer celle de développement durable, ce qui exprime la nécessité d'une transformation des systèmes dans lesquels les expériences de développement territorial prennent forme. Au centre de cette analyse, les auteurs se questionnent sur la place et le rôle des processus de patrimonialisation dans ces transformations territoriales. Une part de réponse est trouvée dans la recherche d'une justice sociale et environnementale, clé d'analyse des nouveaux modes de patrimonialisation.

Le troisième article, rédigé par *Pecqueur*, développe un argumentaire expliquant comment, à travers la notion de ressource territoriale, les communautés peuvent se doter d'une rente spécifique qui met en valeur les caractéristiques uniques des territoires, incluant les ressources intangibles. Selon l'auteur, cette rente territoriale pourrait générer de nouvelles richesses et donner aux collectivités des moyens de lutter contre les inégalités socio-environnementales.

Le quatrième texte, produit par *Hamdouch et Carrière*, base sa réflexion sur les espaces de faible densité (en particulier ruraux) en France. L'article signale que le grand défi des communautés qui habitent ces espaces est de concevoir des formes d'organisation et de gouvernance fondées sur les principes de solidarité, de cohésion et de coopération entre les territoires. Comme d'autres recherches présentées dans ce numéro, les auteurs en concluent qu'un nouveau paradigme de développement régional plus équilibré et plus solidaire, qui serait aujourd'hui en émergence, offre une « meilleure place » aux espaces de faible densité.

Dans le cinquième article de ce numéro, *Moralli* aborde les intersections entre les concepts de justice socio-environnementale, de développement durable et d'innovation sociale. Elle inscrit sa réflexion dans le contexte des zones rurales italiennes en décrivant leur potentiel en tant que contextes privilégiés pour la création d'innovations sociales en soutien à des démarches de développement local durable. Ce type de développement s'appuierait surtout sur des collaborations locales et des transformations liées au dynamisme communautaire.

L'article de *Pérez Muñoz, Fajardo, et Granja* traite du processus de construction théorique, méthodologique et empirique du concept de territoires solidaires compris comme un label identifiant des expériences qui favorisent le développement local. Basé sur une analyse menée en Colombie, le texte étudie la diversité des parties prenantes et des dynamiques dans ce processus : les territoires eux-mêmes et leurs

communautés, les universitaires, le gouvernement national. L'article explique comment les territoires solidaires analysés peuvent être considérés comme des exemples d'innovation socio-territoriale au service de la justice sociale et environnementale, essentiellement en raison de leur contribution au développement des capacités d'action collective locale dans une perspective que nous pouvons qualifier de *buen-vivir*.

Le septième article de *Berti et D'Angelo* traite de la question de la revitalisation des « zones intérieures » en Italie. Ce terme qui s'est particulièrement développé dans la dernière décennie fait référence aux zones éloignées, souvent rurales ou de montagne, qui font face à plusieurs enjeux, notamment d'ordre sociodémographique. Après avoir expliqué la construction et la genèse du concept de zone intérieure, les auteurs analysent la stratégie nationale italienne pour les zones intérieures pour se concentrer par la suite sur l'analyse d'un processus de mise en place d'une coopérative communautaire dans une zone intérieure en Toscane.

Le huitième texte, rédigé par *Guimond et Plante*, s'intéresse à l'expérience de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec). Les autrices abordent la question du pouvoir d'agir d'une petite communauté nordique, de moins de 80 résidents permanents, qui génère des projets d'envergure. À partir d'une approche théorique qui questionne les modèles centre-périphérie et basée sur l'innovation sociale et sur le rapport au territoire, elles abordent l'enjeu du développement local dans les milieux de vie du Nord québécois.

Ce numéro spécial se conclut avec la présentation détaillée d'une étude de cas. *Tremblay et al.* présentent le cas des « Ateliers des savoirs partagés », une expérience qui se base sur la collaboration entre chercheurs et praticiens locaux dans trois communautés rurales du Québec. Les auteurs exposent comment cette action collaborative permet de renforcer l'action collective et contribue au développement des milieux de vie et des communautés en favorisant des processus d'innovation sociale. Comme pour plusieurs des contributions de ce numéro, cette étude de cas montre l'émergence de modes d'action novateurs en développement territorial.

En conclusion, les initiatives et les réalités étudiées et présentées dans ce numéro font ressortir des défis multiples et complexes, engageant les acteurs dans des arènes conflictuelles où les revendications sociales se combinent à des revendications territoriales et environnementales, jusqu'à s'unifier, car toutes motivées par la défense d'acquis menacés en termes d'actifs productifs, de qualité des lieux de travail et des services, mais aussi par des aspirations à une société plus juste et équitable sur les plans environnemental et social. Dans plusieurs secteurs, est désormais formulé le besoin de trouver un équilibre plus « juste » et plus « équitable » entre développement économique, développement social et respect de l'environnement. Toutes ces actions portent vers l'émergence progressive de nouvelles manières d'agir en développement territorial, qui se configurent, progressivement, non plus seulement comme de simples hypothèses, mais comme un nouveau modèle de plus en plus tangible. Un modèle qui met au centre des actions les citoyens, leur capacité d'innovation sociale et leurs aspirations au bien commun.

Bibliographie

- Alberio, M., & Soubirou, M. (sous presse). How can a cooperative-based organization of indigenous fisheries foster the resilience to global changes? Lessons learned by coastal communities in Eastern Québec. *Environmental, Policy and Governance*.
- Alberio, M. (2016). Les initiatives locales et les défis des acteurs du milieu face aux coupes et aux changements actuels. *Organisations & Territoires*, 24(3), 53–60. <https://doi.org/10.1522/revueot.v24i3.90>
- Colletis, G., & Pecqueur, B. (2018). Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement. Le rôle de la proximité géographique. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (5-6), 993–1011. <https://doi.org/10.3917/rru.185.0993>
- Fontan, J.-M. & Klein, J.-L. (2020). Le *buen-vivir* : une nouvelle scène territoriale pour la transformation sociétale? Dans M. Juan, J.-L. Laville, & J. Subirats (dir.), *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale* (pp. 217–232). Toulouse : ÉRÈS.
- Ford, J. D., & Smit, B. (2004). A framework for assessing the vulnerability of communities in the Canadian Arctic to risks associated with climate change. *Arctic*, 57(4), 389–400. <https://doi.org/10.14430/arctic516>
- Fraser, N. (2011). Marketization, social protection, emancipation: Toward a neo-Polanyian conception of capitalist crisis. Dans C. J. Calhoun, & G. M. Derluigiian (dir.), *Business as usual: The roots of the global financial meltdown* (pp. 137–157). New York: New York University Press.
- Gibson-Graham, J. K. (2008). Diverse economies: Performative practices for 'other worlds.' *Progress in Human Geography*, 32(5), 613–632. <https://doi.org/10.1177%2F0309132508090821>
- Glon, É., & Pecqueur, B. (dir.). (2016). *Au cœur des territoires créatifs. Proximités et ressources territoriales*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Klein, J.-L. & Pecqueur, B. (dir.). (2020). *Les Living Labs : une perspective territoriale*. Paris : L'Harmattan.
- Lefèvre, S. A. (2020). *L'analyse de la contribution des innovations sociales à la justice sociale et environnementale. La programmation scientifique du CRISES 2020-2027*. Cahiers du CRISES, no ET2003. Montréal : Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). <https://crises.uqam.ca/cahiers/et2003-lanalyse-de-la-contribution-des-innovations-sociales-a-la-justice-sociale-et-environnementale-la-programmation-scientifique-du-crisis-2020-2027/>
- Moore, J. W. (2016). Anthropocene or capitalocene? Nature, history, and the crisis of capitalism. In J. W. Moore (Ed.), *Sociology faculty scholarship* (pp. 1–11). PM Press. https://orb.binghamton.edu/sociology_fac/1
- Santos, B. de S. (2016). *Épistémologies du Sud*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Svampa, M. (2020, Avril 2020). *Reflexiones para un mundo post-coronavirus*. [Reflections for a post-coronavirus world]. Nueva Sociedad. <https://nuso.org/articulo/reflexiones-para-un-mundo-post-coronavirus/>

Van Den Broeck, P. (Dir.) 2020. *Social innovation in the face of the Covid-19 pandemic*. INSIST Cahier 4. <https://www.insist.earth/cahier-4/prologue/prologue-cahier-4>